

Dacian Cioloș

Membre de la Commission européenne, Responsable de l'Agriculture et Développement rural

**Réformer la Politique Agricole
Commune, c'est faire un choix de
société**

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

Discours à la Commission de l'Agriculture et du Développement rural du Parlement Européen

Bruxelles, le 18 novembre 2010

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui. Et je vous remercie d'avoir fait preuve de flexibilité en modifiant votre agenda. La Communication de la Communication que je viens vous présenter aujourd'hui est un texte essentiel. Pourquoi ? Elle donne des orientations politiques qui impliquent un vrai choix de société. Je veux mettre nos discussions sur l'avenir de la PAC dans leur contexte politique et stratégique. L'Europe est face à un choix crucial qui engage une génération. Un choix entre une agriculture forte, présente sur l'ensemble du territoire européen et une agriculture qui sera plus marginale dans l'économie et la société européenne.

Le choix qui est devant nous est un choix économique, mais également un choix de mode de vie: un choix pour la diversité, l'authenticité, qualité, pour les valeurs essentielles de la civilisation européenne. C'est un choix qui porte notre idéal européen d'unité dans la diversité.

Il ne faut pas accepter les faux choix entre compétitivité et durabilité. Ce que je vous propose aujourd'hui comme vision de l'agriculture va à l'encontre de ce faux dilemme. L'agriculture peut être compétitive, à divers niveaux, du global au local, tout en restant un outil intimement lié aux préoccupations centrales de notre société. L'agriculture et la PAC, ce sont des outils cruciaux pour atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020.

Au cœur de la politique, demain, il nous faut une agriculture compétitive dans le sens moderne du terme : compétitive sur le plan économique et écologique. C'est là le sens de la Communication et l'enjeu de la réforme

Que veulent les citoyens ? Des aliments sains et de qualité bien sûr. Mais également la garantie que les ressources naturelles sont utilisées de façon durable. Ils veulent également que nous assurions un développement de l'ensemble des territoires européens, sans que personne ne soit laissé de côté.

Certaines de ces attentes ne sont pas nouvelles. Elles apparaissent d'ailleurs dans les Traités, y compris le nouveau Traité. Depuis 1992, la PAC a beaucoup évolué vers plus de compétitivité.

Mais il faut le dire : les attentes s'expriment avec plus de force, notamment sur la question environnementale. Et la compétitivité d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui.

Personnellement, je pense qu'il faut faire plus pour répondre aux attentes des citoyens européens.

Depuis les dernières réformes, il y a eu l'élargissement. Nous devons mettre fin à une PAC à deux vitesses. Prendre en compte le fait qu'aujourd'hui nous avons une Europe à 27 Etats membres.

Depuis les dernières réformes, le changement climatique, les problèmes d'environnement sont devenus plus présents. On le voit tous les jours. Il n'y a pas de compétitivité durable sans une meilleure prise en compte des ressources naturelles. A long terme, le leadership européen se verra à notre capacité à créer les conditions d'une croissance vigoureuse, sans épuiser nos ressources naturelles.

C'est une des raisons pour lesquelles la PAC est un maillon clef de la stratégie Europe 2020. La stratégie 2020 ne doit pas s'arrêter aux portes des villes.

Je veux insister sur ce point : chaque outil de la PAC doit permettre de relever les défis d'aujourd'hui et les attentes des citoyens.

La PAC dans son ensemble doit donner des perspectives économiques claires à l'ensemble des agriculteurs en intégrant la dimension environnementale et en créant les conditions du maintien de l'agriculture sur tout le territoire européen.

Parlons des soutiens directs.

Ce sont des aides aux revenus indispensables. Elles doivent être réparties de façon plus équitable, plus ciblée. Nous devons être attentifs à rendre la PAC plus utile pour les petites exploitations dont le rôle sur le plan économique, environnemental et culturel est considérable. Elles n'ont pas dit leur dernier mot sur leur rôle dans le développement équilibré de nos territoires. Nous devons nous concentrer sur les agriculteurs actifs qui en ont vraiment besoin d'une politique comme la PAC. Soyons réalistes, ces soutiens doivent être crédibles. Pour qu'elles soient crédibles, les aides aux revenus doivent être plafonnées.

Sur la question des zones défavorisées, j'en suis convaincu : on construit l'Europe en mettant en valeur l'ensemble de nos territoires et de nos identités, y compris en matière d'alimentation. Il ne faut laisser personne de côté. Nous devons faire plus pour ces zones. Je veux ouvrir la porte à un soutien additionnel dans le premier pilier, en plus du second.

J'en viens maintenant à l'environnement. L'agriculture est un levier considérable. Pensez un instant à l'impact qu'ont les millions d'agriculteurs en Europe. Ils gèrent plus de la moitié du territoire européen. En créant un soutien annuel obligatoire ciblé sur ces actions concrètes pour lutter contre le changement climatique et enrayer la perte de la biodiversité, l'impact est considérable.

La politique de développement rural.

Les programmes de développement rural (y compris l'approche leader) sont flexibles et complémentaires des soutiens du 1er pilier. Il faut soutenir les initiatives locales innovantes.

Le deuxième pilier permet de donner la possibilité aux Etats membres de soutenir les agriculteurs qui en font volontairement encore plus pour lutter contre le changement climatique, plus pour l'environnement.

Ils permettent de mettre l'accent plus fortement sur l'innovation, la modernisation, la diversification agricole et non agricole.

Travaillons également sur les différentes formes de commercialisation adaptées à toutes les formes d'agriculture (circuits courts). C'est aussi comme cela que l'on sera compétitif : en intégrant les différentes facettes de la compétitivité, les différentes facettes de notre économie et toute la richesse de nos zones rurales.

Sur la gestion des marchés

Depuis la crise économique, on parle beaucoup de régulation financière, on doit aussi parler de gestion des marchés agricoles. Nous voulons moderniser les instruments de gestion des marchés et qui ont fait leurs preuves. Mais nous avons aussi vu les limites des instruments dont nous disposons. Nous devons également offrir la possibilité aux Etats membres de mettre en place des outils de lutte contre la volatilité excessive des prix. En parallèle, nous devons travailler sur le fonctionnement de la chaîne alimentaire et avancer sur la gestion des marchés à l'échelle internationale (G20)

Voilà la vision politique de l'agriculture et de la PAC de demain portée par cette Communication. La PAC doit permettre aux agriculteurs d'être, sans complexe des chefs d'entreprises responsables à l'écoute des marchés, mais aussi à l'écoute des attentes de la société. Pour que l'agriculture soit un pilier de la vie rurale, comme nous le souhaitons, ne soyons pas naïf : ce n'est pas envisageable sans le soutien financier des pouvoirs publics. Il n'y a pas d'outil plus pertinent que la PAC, une PAC forte, pour garantir la présence des agriculteurs sur l'ensemble de nos territoires, pour que l'agriculture soit compétitive à la fois sur le plan économique et sur le plan environnemental.

Je vous remercie.